



## Tous ensemble, la CGT à Fontainebleau le lundi 15 octobre 2012

Le lundi 15 octobre, le secrétariat national de la CGT-Culture, la direction du Syndicat National des Musées et Domaines CGT, la section CGT de la RMN-GP, et la section CGT de l'établissement public de Fontainebleau sont allés à la rencontre de Jean-François Hébert, accompagnés par une délégation des personnels de l'accueil et du droit d'entrée de la RMN-GP.

La CGT reste en effet déterminée à empêcher le président de Fontainebleau de poursuivre tranquillement mais sûrement dans la voie de l'externalisation des missions de service public du château. On se souvient de l'entêtement de monsieur Hébert à externaliser - partiellement - les missions de la surveillance. Il revient aujourd'hui à la charge en menaçant directement la présence de la RMN-GP sur les missions de l'accueil et du droit d'entrée dont elle s'acquitte depuis plusieurs décennies.

S'il n'y a personne de sérieux pour contester le savoir-faire et l'expérience irremplaçable de la RMN dans les domaines de l'accueil et du droit d'entrée, des activités éditoriales et de la diffusion commerciale ou encore dans celui de la production d'expositions, alors pourquoi donc vouloir absolument, à l'instar du président de Fontainebleau, lancer des appels d'offres sur ses missions publiques ?

En vérité, c'est toujours la bonne vieille ritournelle libérale qui préside à ces décisions : *nos musées doivent prendre leur indépendance ; nos musées doivent se plier aux règles du marché ; nos musées doivent se penser et se gérer comme des entreprises ; nos musées devenus des entreprises doivent se livrer une concurrence débridée notamment pour capter les publics et l'argent de « généreux mécènes ».*

Car pour être justes et précis, il faut souligner que le président de l'établissement public de Fontainebleau n'est pas le seul à mettre ainsi la RMN sur la sellette et à vouloir la sortir du champ de vision. Comme par hasard, c'est précisément le cas en ce moment même de Luc Gruson, directeur général de la CNHI, et de Guy Cogeval, président exécutif d'Orsay-Orangerie, sur ces mêmes missions de l'accueil et de droit d'entrée exercées par la RMN depuis toujours.

Dans ce maelström en passe de se généraliser, le dernier épisode en date n'est autre que l'annonce sèche par Catherine Chevillot, directrice du musée Rodin, - sans aucune consultation des instances représentatives ni autre forme de procès... , pourquoi se gêner - de la privatisation « partielle » de la surveillance des salles d'exposition rue de Varenne et de la villa de Meudon.

Quant à la direction de la RMN, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle ne fait pas montre d'une très grande conviction à défendre ses intérêts, l'emploi, les droits et les conditions de travail de ses salariés. Il faut dire qu'entre-temps, elle est devenue plus GP (Grand Palais) que RMN...

En toile de fond de toute cette affaire, ce qui est clairement posé pour la CGT-Culture, c'est le devenir de la politique des musées ainsi que la place et le rôle d'une grande institution comme la RMN.

La Ministre ne pourra pas laisser plus longtemps les « patrons » des établissements publics (le ministère compte 82 opérateurs) libres, quasiment, de toute décision politique et économique. Nos musées, nos bibliothèques, nos centres d'art, nos conservatoires, nos instituts et nos écoles ne peuvent pas continuer à évoluer dans un entre-soi sans boussole ni gouvernail ministériel. Il est temps d'affirmer que les politiques publiques culturelles portées par l'Etat se pilotent depuis le ministère. Il est temps d'imprimer et d'assumer une tutelle forte, audible et efficace sur la myriade d'établissements publics qui composent le ministère de la culture.

C'est ce que nous avons écrit à Aurélie FILIPPETTI le 27 septembre. Nous attendons ce débat !

Paris, le 18 octobre 2012